

**RAPPORT N° 2024/2-10
au Bureau de la Communauté
en séance du jeudi 28 mars 2024**

OBJET :

PARCELLE CADASTREE HV 220 et HV 223 – COMMUNE DE SAINT-DENIS – AUTORISATION DE CONCLURE AVEC LA SOCIETE HYDROTECH EIFFAGE UNE CONVENTION DE MISE A DISPOSITION

La CINOR a été sollicitée par la société HYDROTECH Eiffage pour une mise à disposition des parcelles cadastrées HV 220- HV 223 d'une contenance globale de 424 m² situées Rue de la Guadeloupe sur la commune de Saint Denis pour l'installation de leur chantier AEP lot 7 Route du Moufia.

Cette demande vient en complément d'une demande de mise à disposition formulé au Crédit Agricole sur les parcelles cadastrées HV 221 et 222 enclavées par les parcelles CINOR.

La demande de mise à disposition d'HYDROTECH Eiffage porte sur un délai de 9 mois.

Il est proposé de conclure avec la Société HYDROTECH Eiffage, une convention de mise à disposition pour une durée de 9 mois moyennant une indemnité mensuelle de 300€.

Ce montant est calculé sur la base d'un prix de location d'une autre Autorisation d'Occupation temporaire (BPA) soit 0.7 €/m² par mois.

En conséquence, je vous demande de bien vouloir :


- Approuver les termes de la convention de mise à disposition jointe en annexe d'une durée de 9 mois à compter du 1^{er} avril 2024 ;
- Approuver le montant de l'indemnité mensuelle versé à la CINOR par la société HYDROTECH Eiffage à la somme de 300 € (Trois cents euros) ;
- Autoriser le Président à signer cette convention de mise à disposition sur les parcelles HV 220- HV 223 au profit de la Société HYDROTECH Eiffage pour une durée de 9 mois ;
- Autoriser le Président à signer l'ensemble des documents y afférant.

Je vous prie de bien vouloir en délibérer.

**Le Président,
Maurice GIRONCEL**

Le Président

Maurice GIRONCEL



**DECISION N°2024/2-10
du Bureau de la Communauté
en séance du 28 mars 2024**

OBJET

PARCELLE CADASTREE HV 220 et HV 223 – COMMUNE DE SAINT-DENIS – AUTORISATION DE CONCLURE AVEC LA SOCIETE HYDROTECH EIFFAGE UNE CONVENTION DE MISE A DISPOSITION

LE BUREAU DE LA COMMUNAUTE

Vu les dispositions du CGCT ;

Considérant que l'article L. 5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales, permet à l'organe délibérant de tout EPCI d'accorder des délégations d'attributions au Bureau Communautaire ;

Considérant que dans son avis rendu le 17 décembre 2003, le Conseil d'Etat a jugé que (...) « L'article L5211-10 autorise, l'organe délibérant à déléguer librement ses attributions, au Bureau, dans toutes les matières autres que les sept qui y sont énumérées par le présent article » (Conseil d'Etat, avis, 17 déc. 2003/ n° 258.616, Préfet du Nord) ;

Considérant que le 10 juillet 2020 affaire n° 2020/1-07 le Conseil Communautaire a délégué au Bureau les compétences suivantes :

1. Pour les actes visant la gestion du personnel et la gestion de la rémunération des conseillers communautaires ;
2. Pour attribuer ou résilier les marchés publics et accord-cadre de travaux, fournitures et services y compris maîtrise d'œuvre qui sont supérieurs au seuil des procédures formalisées défini par décret et pour les marchés et accords-cadres de travaux passés après procédure adaptée excédant 1 000 000 d'euros HT (y compris, pour une opération de travaux, tous les lots afférents à cette opération passés en procédure adaptée sur la base des dispositions de l'article 27-III du CMP), ainsi que toutes décisions concernant leurs avenants.
3. Pour prendre toutes décisions concernant les remises éventuelles de pénalités contractuelles (partielles ou totales), liés aux marchés et accords-cadres pour tout type de procédure formalisée ou non ;
4. Pour les plans de financement et des demandes de subventions liés aux dossiers relatifs aux différents marchés susvisés ;
5. Pour les conventions de mandat de maîtrise d'ouvrage, les conventions Publiques d'Aménagement et les concessions d'aménagement ;
6. Pour les conventions avec EDF/GDF, France télécom, CISE, VEOLIA EAU ;
7. Pour les conventions pour les déplacements de réseau et plus généralement toutes les conventions d'occupation du domaine public ;
8. Pour le déclassement du domaine public intercommunal concernant les matériels et mobiliers ;
9. Pour les conventions de toutes natures en relation avec le fonctionnement de la CINOR ;

Considérant par ailleurs que les affaires déléguées par le Conseil Communautaire ne figurent pas parmi les exceptions visées par les sept items de l'article L 5211-10 du CGCT ;

Considérant enfin que le Bureau Communautaire est devenu depuis 2001 du fait des délégations attribuées par le Conseil Communautaire, l'organe délibérant pour les affaires déléguées ;

Vu l'avis des Commissions,

Sur le RAPPORT n° 2024/2-10 du Président

Accusé de réception en préfecture
974-249740119-20240328-BC2024-2-10-DE
Date de télétransmission : 04/04/2024
Date de réception préfecture : 04/04/2024

**APRES EN AVOIR DELIBERE
DECIDE**

ARTICLE 1

D'approuver les termes de la convention de mise à disposition jointe en annexe d'une durée de 9 mois à compter du 1^{er} avril 2024 ;

ARTICLE 2

D'approuver le montant de l'indemnité mensuelle versé à la CINOR par la société HYDROTECH Eiffage à la somme de 300 € (Trois cent un euro) ;

ARTICLE 3

D'autoriser le Président à signer cette convention de mise à disposition sur les parcelles HV 220- HV 223 au profit de la Société HYDROTECH Eiffage pour une durée de 9 mois ;

ARTICLE 4

D'autoriser le Président à signer l'ensemble des documents y afférents.

Nombre de votants : 13 (dont 1 procuration) Suffrages exprimés : 13 Vote pour : 13 Vote contre : 00 Abstention : 00

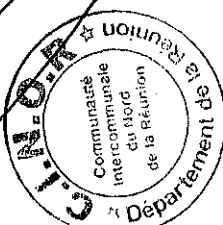
Pour extrait certifié conforme

Fait à Sainte-Clotilde 03 AVR 2024

Le Président,
Maurice GIRONCEL

Le Président

Maurice GIRONCEL



Accusé de réception en préfecture 974-249740119-20240328-BC2024-2-10-DE Date de télétransmission : 04/04/2024 Date de réception préfecture : 04/04/2024
--